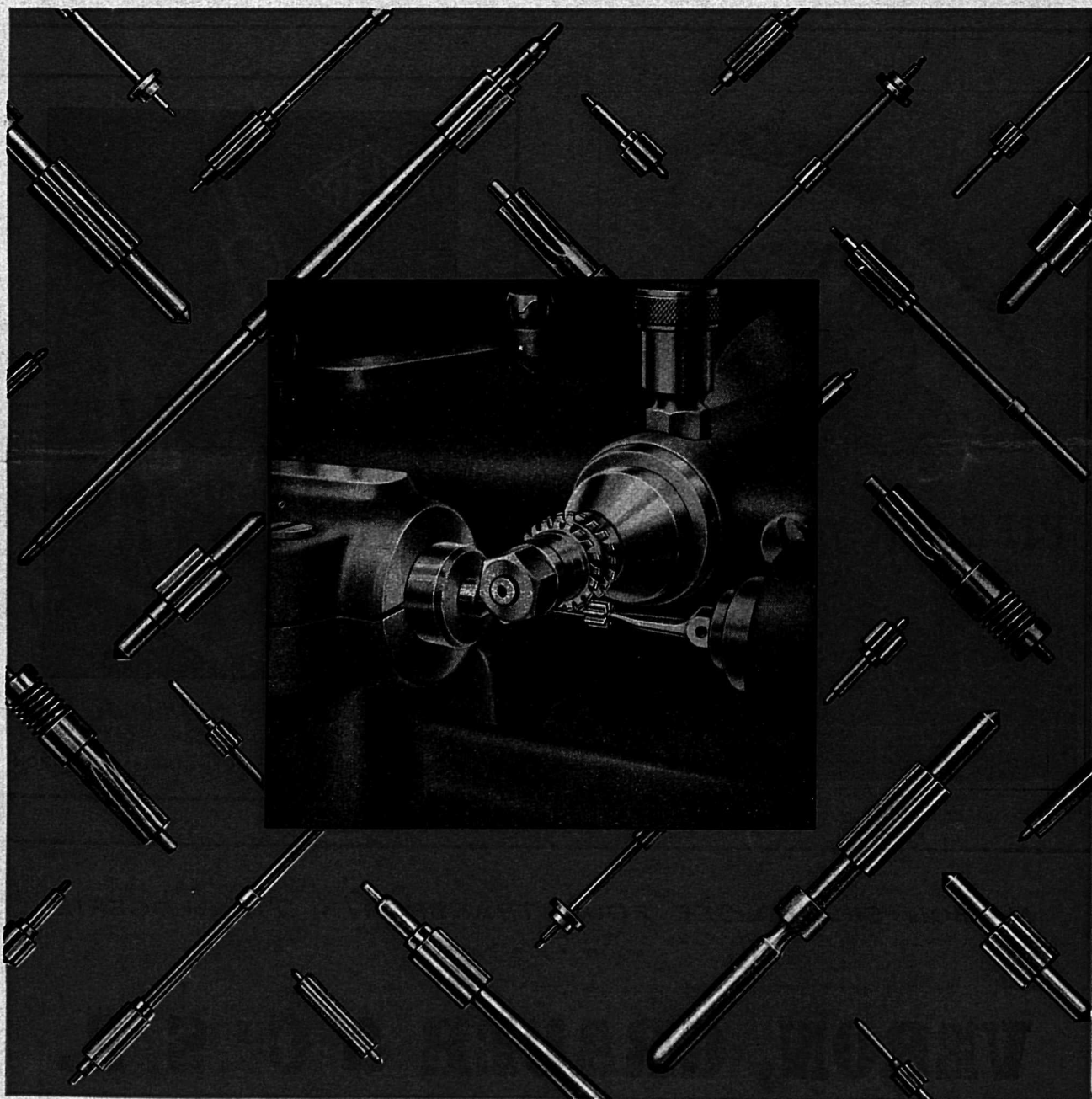


LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE
DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTRÔLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)



TAILLAGE D'UN PIGNON D'HORLOGERIE SUR MACHINE A TAILLER N° 1

S.A.JOS.PETERMANN MOUTIER

RADIUM

Fabrication et vente de

Depuis 1935

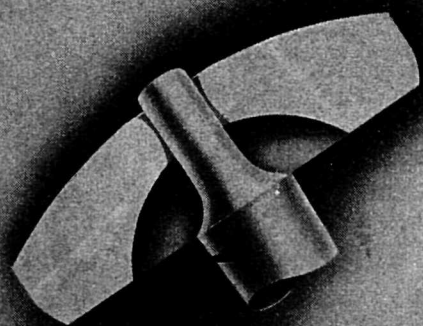
MATIÈRES LUMINEUSES

radio-actives et non actives (inactives)

Teintes : nature, vert, bleu, rouge, orange, champagne
Sur demande échantillons inactifs pour essais

RADIUM-CHIMIE, TEUFEN (App.) Téléphone (071) 3 64 15

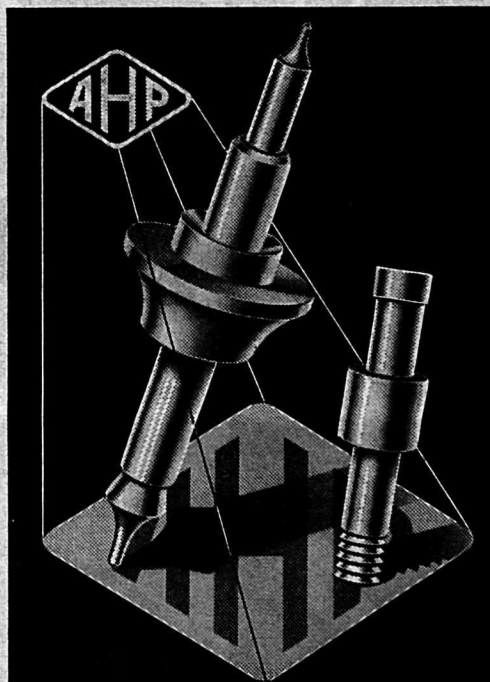
Représentant : E. Lienhard, Zurich, Limmatstrasse 195, Téléphone (051) 23 89 20



PIERRE

Les Brenets
LES BRENETS, SUISSE

TOUTES PIERRES D'HORLOGERIE



Affenranger, Haas & Plattner S. A.
NIEDERDORF (BALE-CAMPAGNE)

FABRIQUE DE DÉCOLLETAGES ET PIVOTAGES DE PRÉCISION

MAISON SPÉCIALISÉE POUR TRANSPORTS D'HORLOGERIE
POUR TOUS PAYS

VERON, GRAUER & C^{IE} S. A.

GENÈVE - MARSEILLE - LE HAVRE

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 22.- Fr. 11.-
Compte de chèques postaux IV b 426

Règle des annonces:
PUBLICITAS S.A., NEUCHÂTEL
Téléphone 5.42.25

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: LA CHAUX-DE-FONDS, RUE LÉOPOLD-ROBERT 46, TÉLÉPHONE 2.24.49

Le fait du jour

Le marché américain est pour l'horlogerie suisse prépondérant.

Chacun a encore présent à la mémoire l'attaque concertée des deux producteurs de l'Union Waltham et Elgin, largement soutenus par le syndicat des ouvriers de la montre indépendants et leur chef Cenerazzo. Cette offensive a poussé jusqu'au gouvernement de Washington. Elle voulait créer un mouvement d'opinion.

Il se pourrait que la manœuvre se retourne contre ses auteurs. Du moins, voici plusieurs déclarations ou rapports simultanés qui démontrent que les Américains sont gens réalistes et tiendront compte de leurs seuls intérêts bien compris.

Les commissions des Chambres ont examiné la situation. Elles viennent de rapporter. Quatre fabriques seulement, aux Etats-Unis, à les entendre, produisent des montres de qualité. Et même l'une d'elles importe aussi des produits horlogers. Alors que le taux de la production indigène s'élevait à 55 %, dans la période quinquennale allant de 1931 à 1935, il n'est plus que de 35 %, entre 1936 et 1941. Le pourcentage des importations a passé de 29 à 41 %. Sénateurs et

Représentants attendent davantage de l'esprit de recherche, de la capacité de production, de la publicité, de la technique de vente que de mesures prohibitives appliquées à l'importation. Les uns et les autres tiennent le système douanier actuel pour particulièrement compliqué; ils le dénoncent comme dépassé par la technique.

La Commission du Tarif n'attend rien de bon de dispositions protectionnistes qu'on pourrait appliquer à la montre suisse. Une telle politique pourrait conduire à une « contrebande difficile à surveiller ». Dans l'accord de 1936, la Suisse s'engage à cet égard à collaborer au contrôle. Une aggravation des taux d'entrée la déterminerait vraisemblablement à dénoncer l'accord et, du même coup, elle renoncerait à coopérer en matière de surveillance. La Commission prend aussi en considération la demande pressante des importateurs américains et, tout spécialement, des Assemblers.

Comme par hasard, le numéro de janvier de la revue « Fortune » reproduit une monographie de la Hamilton Watch Co. Cette maison ne croit pas à la vertu des contingents d'importation: elle réclame des produits de qualité. Elle signale, à cette occasion, qu'elle achète ses pierres en Suisse à un prix qui ne représente qu'un tiers des exigences du producteur américain.

Enfin, le correspondant de Washington du « New York Times » examine, à son tour, comment simplifier le système douanier américain appliqué à l'horlogerie, tout en tenant compte de l'accord commercial américano-suisse. Il ne pense pas que l'accord de contingentement du printemps dernier sera prolongé au delà de mars. Centra-t-on alors d'adopter pour l'horlogerie suisse le système des droits « ad valorem » en usage en Amérique ?

En rapprochant ces sources d'information, on concluerait facilement au maintien de la situation ou même à son amélioration, pour autant que les Représentants, maîtres du Congrès, n'impriment pas à la politique un mouvement nouveau. 11. 2. 47.

Sommaire

	Pages
LE FAIT DU JOUR	121
CONSEIL DES AFFAIRES MONDIALES Le forum de Cleveland, par Ch. B.	123
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE L'Arrangement de Neuchâtel	125
COMMERCE ÉTRANGER DE LA SUISSE EN 1946 Enseignements de la statistique	127
QUELQUES QUESTIONS AU SUJET DES NATIONALISATIONS, III	129
SOUS LE SIGNE DE LA SOLIDARITÉ	131
DIVERS	125 - 127 - 133 - 135 - 137



LES FABRIQUES D'ASSORTIMENTS RÉUNIES
LE LOCLE
LA SOCIÉTÉ DES FABRIQUES DE SPIRAUX RÉUNIES
LA CHAUX-DE-FONDS
LES FABRIQUES DE BALANCIERS RÉUNIES
BIENNE

HAERFEL & CO

Conseil des Affaires mondiales

LE FORUM DE CLEVELAND

Les 9, 10 et 11 janvier 1947, s'est tenue, à Cleveland, aux Etats-Unis, la 21^{me} session du Conseil des Affaires mondiales groupant des personnalités de premier plan appartenant à tous les Etats du globe. Le Conseil fêtait l'anniversaire de sa majorité et la communauté de Cleveland a voulu, à cette occasion, considérer les problèmes internationaux, non plus comme intéressant des pays lointains, mais bien plutôt un monde auquel les Etats-Unis s'intègrent chaque jour davantage.

Ce qui a décidé de cette participation d'une élite aux préoccupations de l'humanité toute entière, c'est certainement que, deux fois en une génération, les Américains ont eu l'occasion d'apprendre à quel point ils faisaient partie du monde à chaque époque critique, c'est-à-dire en période de guerre. Le peuple de l'Union a l'intention d'empêcher la guerre et de bâtir une paix durable — il en a apporté une dernière démonstration à Cleveland.

Ce Forum, patronné par le magazine « Time », a demandé à des hommes aux responsabilités de tous Etats, d'exposer leur point de vue sur les problèmes les plus brûlants de l'actualité politique internationale. C'est ainsi que Wellington Koo, ambassadeur de Chine aux Etats-Unis, a parlé des problèmes de l'Extrême-Orient et, notamment, de l'attitude américaine à l'égard de la Chine. Sumner Wells a traité du panaméricanisme. M. Cruickshank, du ministère de l'Information britannique, a étudié les relations anglo-américaines et insisté sur la solidarité des deux pays.

Les trois discours qui ont le plus retenu l'attention furent ceux de Maurice Schumann, président du Mouvement républicain populaire en France, de M. Byrnes, ancien secrétaire d'Etat, et de M. Vandenberg, président (républicain) de la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Pour cette raison, les Services américains d'information, de Paris, ont décidé de reproduire ces trois allocutions dans « Le Document de la Semaine », dernier numéro. Nous en rendons ici quelques extraits.

Pour M. Schumann, le but des Etats-Unis, comme de l'Europe, est d'éviter que ce continent ne redevienne un champ de bataille et la France un cimetière où des milliers d'Américains iraient, comme leurs pères et grands-pères, dormir à côté de millions d'Européens. Il est nécessaire de reconstruire une autre Europe, en y intégrant l'Allemagne. Cela ne signifie pas construire le continent autour de l'Allemagne : il n'y aurait alors

pas d'Europe et, par conséquent, pas de paix. L'institution dépend de l'Amérique. « Si vous restez avec nous, une communauté européenne sera édiflée, dans laquelle il n'y aura pas de place pour une priorité allemande. Si vous vous éloignez, la Grande-Bretagne se considérera comme obligée de reconstruire l'Allemagne contre la Russie et la Russie l'Allemagne contre la Grande-Bretagne. Dans les deux cas, l'Europe, au lieu de se faire une communauté, deviendra un nouveau champ de bataille. Nous avons le choix entre deux lignes de conduite : la division du monde en deux zones d'influence ou l'interpénétration. »

Pour M. Byrnes, la première tâche est de liquider tout ce qui subsiste de la dernière guerre. Il est impossible de jeter les bases d'une paix durable et d'élever le niveau de vie des peuples, tant qu'on ne leur aura pas donné une chance de vivre dans un monde pacifique. Il faut signer au plus tôt les traités de paix. A cet égard, il n'y a pas deux opinions américaines. La politique étrangère n'est pas la politique d'un parti : elle est la politique des Etats-Unis. L'ancien secrétaire d'Etat met en garde l'humanité contre un optimisme et un pessimisme excessifs. Il ne suffit pas de croire que signer un traité assure la paix, mais il ne faut pas admettre non plus que la lutte pour la paix soit sans espoir parce qu'on n'arrive pas à trouver d'emblée le moyen de porter remède à des divergences d'opinion. « Ni les Etats-Unis, ni aucun autre Etat ne peuvent dominer le monde. Le désarmement doit être général, la paix basée sur une communauté d'intérêts. Le règne de la loi internationale reposera sur quelque chose de plus que la force et de plus que la peur ; il sera fondé sur le développement d'intérêts, d'idées, de sympathies communs à tous les peuples du monde.

Quant à Arthur Vandenberg, il a déclaré, d'abord, que les Etats-Unis sont prêts à désarmer, mais dans la mesure où les autres Puissances sont sincèrement disposées à faire de même. Il termine en disant — parole qui a sa valeur au moment où le parti Républicain s'affirme aux Etats-Unis — que l'Union nord-américaine fait de sa participation aux Nations unies le centre de sa politique étrangère. Elle restera fidèle à la lettre et à l'esprit de ses obligations. Vandenberg croit que cela restera vrai, quel que soit le gouvernement qui siégera à Washington. Mais, les Nations unies elles-mêmes s'en tenir fidèlement à leur Charte.

Il n'y a pas là, de la part des uns ou des autres, de simples effets de rhétorique. Ch. B.

« WATCHMASTER »

DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE



Machine perfectionnée à régler les montres, d'utilisation simplifiée et à des prix très avantageux.

Démonstration dans votre usine sur demande.

Pour tous renseignements s'adresser à

ALPINE WESTERN ELECTRIC COMPANY

Wilmington U. S. A. Succursale de Bâle

Bâle Viaduktstrasse 60

Téléphone (061) 235 99

POUR VOS QUESTIONS D'

IMPOTS

ADRESSEZ-VOUS A LA

SOCIÉTÉ DE

CONTROLE FIDUCIAIRE

DR J. REISER

GENÈVE, 24, RUE DU RHONE. TÉLÉPHONE 5 43 80
LAUSANNE, 5, PL. ST-FRANÇOIS. TÉLÉPHONE 3 44 00
FRIBOURG, 10, AVENUE DE LA GARE, TÉLÉPHONE 2 21 12
SION, AVENUE DE LA GARE, TÉLÉPHONE 2 11 10
BIENNE, 18, AVENUE DE LA GARE, TÉLÉPHONE 2 72 30

Pour la boîte de montre et
la bijouterie, rien ne vaut le

Plaqué or laminé
Fabrication américaine

FOURNISSEUR :

SOCIÉTÉ D'APPRÊTAGE D'OR S.A.
LA CHAUX-DE-FONDS

NOTZ & CO S.A.
BIENNE
ACIER
SANDVIK



Tabliers industriels

Parmi les tabliers industriels, celui en feuille synthétique a vite conquis une première place par ses qualités remarquables. Le matériel résiste aux attaques de l'huile, de l'essence d'un grand nombre d'acides. Livrable en noir ou en couleur transparente.

En 100, 110, 120, 130 cm. de longueur

A. BRUNNER & C^{IE} S. A.
BALE I *Caoutchouc*

Conférence internationale de la Propriété industrielle

L'ARRANGEMENT DE NEUCHÂTEL

La conférence internationale, qui s'est ouverte le 6 février à Neuchâtel, sous les auspices du Bureau pour la protection de la propriété industrielle, devait procéder à la conservation ou à la restauration des droits d'entreprise atteints par la guerre.

Il est naturel que le bouleversement provoqué par un conflit de pareille envergure et la guerre économique à outrance que se sont livrée les belligérants aient ébranlé tout l'édifice des relations internationales. A la fin de toute période de crise, la nécessité se fait sentir de rétablir la situation.

Ceci s'est déjà produit à l'issue de la première guerre mondiale. En 1920, une conférence fut convoquée à Londres, dans ce but. Elle aboutit à la signature d'un arrangement international, basé sur les traités de paix.

La situation n'est pas la même aujourd'hui. Les traités de paix n'ont pas encore été signés ou ne le sont que progressivement. Toutefois, on ne pouvait guère attendre plus longtemps et l'on a préféré élaborer un accord, même s'il devait comporter un certain nombre de réserves.

Ce ne sont pas moins de soixante-dix plénipotentiaires étrangers qui se rassemblèrent à Neuchâtel. Ils représentaient vingt-huit pays. Les voici dans l'ordre alphabétique, d'abord en Europe : Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Turquie ; puis les Etats américains : Brésil, Canada, Cuba, République dominicaine, Etats-Unis et Mexique ; en outre, Syrie et Liban.

De plus, on notait les délégations des bureaux internationaux pour la propriété industrielle et des chambres de commerce, Chambre de commerce internationale particulièrement.

Le problème qu'il fallait résoudre — et qu'on a effectivement résolu en trois jours — était de protéger à nouveau les découvertes et inventions, faites le plus souvent après des recherches laborieuses et coûteuses, et valider derechef brevets ou marques de fabrique. Durant la guerre, les démarches indispensables à l'affirmation de ces droits ont été impossibles ou extrêmement limitées. On devait donc effacer certaines situations fausses, mettre de l'ordre dans le chaos, réparer les injustices.

M. Petitpierre, chef du Département politique fédéral, en introduisant la conférence, fit valoir quelle était l'importance des intérêts en jeu, la signification des droits tombés en désuétude en raison d'absence involontaire d'une formalité. Les dommages, dans nombre de cas, étaient appréciables. Impossible d'apporter des solutions à des problèmes aussi variés sur le seul plan national ; elles relevaient du droit des gens. La seule méthode en l'espèce consistait en un accord ouvert à tous les pays-membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Les délégués n'ont eu qu'à discuter le projet d'arrangement élaboré par les bureaux internationaux, sur la base des propositions nationales. Les décisions ont été adoptées à la majorité de plus des deux tiers et l'arrangement a été signé, le 9 écoulé, par les représentants de vingt-cinq pays.

En voici les précisions les plus importantes :

Les délais de priorité, prévus à l'article 4 de la Convention de Paris (protection de la propriété industrielle ou enregistrement de brevets, de modèles, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins industriels), non expirés le 3 septembre 1939 ou ayant pris naissance depuis, mais avant le 1^{er} janvier 1947, sont prolongés en faveur des titulaires jusqu'au 31 décembre prochain.

Le nouvel Arrangement ne représente qu'un minimum de protection. Les ayants-droit peuvent se prévaloir de prescriptions plus larges édictées par les pays contractants ou de traités plus favorables conclus entre Etats-membres.

Enfin, si des contrefaçons ou des imitations de marques enregistrées ont été faites entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947, aux fins de poursuivre efficacement la guerre et de maintenir les approvisionnements et les services essentiels à la vie des peuples, l'emploi de telles marques ne sera pas considéré comme portant atteinte aux droits de son propriétaire.

L'« Arrangement de Neuchâtel » doit être encore soumis à la ratification des Etats intéressés. cb.

Service de recherches

FRANCE ET UNION FRANÇAISE :

G. Rigaud, Saint-Cergues (Hte Savoie), cherche exclusivité de vente montres en tous genres.

Edmond Arvier, 38 bis, rue de Metz, Nancy, cherche exclusivité de montres en tous genres.

INDES BRITANNIQUES :

Sethi Watch Co., Hall Bazar, Amritsar, demande offres en montres ancre et Roskopf.

CEYLAN :

Shokman Sauer Co., Box 710, Colombo-Sauco, demande offres en montres de qualité.

AUSTRALIE :

Eric R. Bachmann, 73-12 Thirty Fifth Avenue, U. S. A. Jackson-Heights (N.-Y.), demande offres en montres-bracelets tous genres.

— Philip H. Saunders Pty Ltd., Tasmania House 317, Flinders Lane, Melbourne, demande offres en montres, réveils et pendules.

Nous insérons sous cette rubrique toutes les demandes qui parviennent de l'étranger, alors même que la plupart des solliciteurs nous sont inconnus.

Nous rappelons aux intéressés que des renseignements peuvent être demandés à l'Information Horlogère Suisse, à La Chaux-de-Fonds.



WILLIAM GRISEL & CO
FABRIQUE DE PIERRES FINES POUR L'HORLOGERIE
NOIRAIGUE

FABRIQUE DE RESSORTS „LE ROSEAU“

P **ERRIN & CO**

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue du Commerce 17a
Téléphone 2 26 28


RESSORTS DE QUALITÉ

Nouveau !



Potences pour mettre aux repères les spiraux
sur les balanciers

HUMMEL FILS & C^{IE}
LA CHAUX-DE-FONDS



A. & A. GILOMEN S.A.
Montres Thuya & Midland
LENGNAU près Bienne
Spécialité : Chronographes

Luther Jeanneret

Fleurier
Téléphone 9 11 13

RESSORTS FIL
en tous genres

Michel Tissot *Radium*

La Chaux-de-Fonds
Nord 187
Téléphone 2 24 78

vous offre :

un service rapide et dévoué
un posage soigné
la qualité qui vaut son prix

Commerce étranger de la Suisse en 1946

ENSEIGNEMENTS DE LA STATISTIQUE

Nous n'allons pas revenir sur le texte du communiqué de la Direction générale des douanes fédérales. Il nous paraît plus utile d'en retenir les enseignements principaux.

Le premier concerne les remarquables progrès réalisés dans nos rapports avec l'étranger, et ceci en dépit de certains contingents d'importation et quelque contrainte quant aux pays avec lesquels nous entretenons des relations économiques :

Les conditions de transport se sont singulièrement améliorées et, dès avril 1946, la navigation a repris, en particulier sur le Rhin, d'un bout à l'autre de l'artère fluviale, facilitant considérablement le ravitaillement du pays.

Les quantités de marchandises importées ont approximativement quadruplé, comparées à 1945. Si nous n'en sommes pas encore au volume d'avant-guerre, c'est que les marchandises pondéreuses ou volumineuses, comme le charbon et les céréales n'ont pas encore rejoint le niveau de 1938. En valeur, l'importation de 1946 est plus d'une fois supérieure à celle de 1938.

A partir de mars, les index quantitatifs pondérés des valeurs apportent la démonstration que le commerce d'importation et d'exportation est redevenu normal. Dès octobre, le mouvement s'inscrit, de façon ininterrompue, bien au-dessus de celui de la période correspondante d'avant guerre.

Grâce à l'essor nouveau signalé dans le dernier trimestre, l'importation de toute l'année atteint le pourcentage de près de 105 (1938 = 100) et l'exportation de plus de 101.

Quant aux produits de notre industrie, ils sont recherchés tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. En valeur, nos exportations sont déjà le double de celles de 1938. Seules les quantités marquent encore un déficit de 20 %.

Les prix à l'importation étaient, en décembre 1946, de 235 % (comparés à la dernière année d'avant-guerre) et de 5 % au-dessus de ceux de janvier précédent. Les matières premières avaient baissé de 11 %, les denrées alimentaires de 6 ; en revanche, les fabriqués notaient une augmentation de 4 %. Les prix à l'exportation sont fortement influencés par les produits finis ; ils se maintenaient, à la fin de l'année, à 253 %, soit au même niveau qu'en janvier.

Dans l'ensemble, 1946 s'achève sur un excédent d'importation de 747 millions de francs. Un tel passif ne s'est plus présenté depuis 1933. En 1945 encore, on mentionnait un actif de près de 250 millions. Mais, en sa qualité de pays créancier, la Suisse n'a rien à redouter d'une balance commerciale déficitaire.

Si l'on examine de plus près les marchandises importées, on relève le déplacement des aliments, qui formaient la grande masse des achats à l'étranger en 1945, par les matières premières et les fabriqués. Les matières premières industrielles sont entrées en Suisse dans des quantités qui dépassent constamment celles de

1945 et qui se situent également, de façon sensible, au-dessus du niveau de 1938. On n'a pas eu de peine à faire l'acquisition de métaux tels que le cuivre, le plomb et l'aluminium. C'est également en quantités notables que les matières indispensables à la production chimique ont pénétré chez nous. La benzine a fait, en 1946, 75 % du mouvement normal ; le charbon, en revanche, 46 % seulement, provenant de France, des Etats-Unis, de Pologne, de Belgique et de la Turquie. L'Allemagne a presque disparu de la liste des fournisseurs.

Pour ce qui est des produits terminés, les machines, les instruments d'appareillage sont en tête.

Nous n'avons pas l'intention de nous étendre sur l'exportation, étant décidé à revenir, en temps utile, sur la comparaison entre ventes horlogères et autres.

Terminons par un examen de la répartition géographique de notre commerce extérieur. Constatation fondamentale : l'Europe retrouve assez rapidement la place qu'elle occupait avant la guerre. Sa part à l'importation a augmenté, en un an, de 218 % (alors que celle des pays d'outre-mer n'a progressé que de 147). L'exportation, qui a plus de peine à se réorienter, ne s'est accrue que de 44 à 57 %. Le continent nous a acheté à concurrence de 73 % de sa demande dans la moyenne des années 1936 à 1938. Des chiffres précités, il ressort l'exceptionnelle passivité du commerce avec l'Europe (428 millions de francs). Il est le grand responsable du déficit total de la balance.

Notre principale relation d'avant-guerre était l'Allemagne ; en 1946, ce furent les Etats-Unis. La situation évolue, d'ailleurs, chaque jour.

Y.

Bibliographie

AGENDA HORLOGER 1947

Une preuve tangible de l'intérêt que porte le monde horloger au traditionnel Agenda de poche des Editions Horlogères Chs. Rohr, à Bienne, est l'émoi provoqué par le retard dans la parution de l'édition 1947, retard dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'éditeur.

Sous une forme pratique, ce petit opuscule concentre quantité de sujets intéressants.

Nous extrayons du sommaire les titres suivants qui démontrent la variété des questions abordées :

Le ressort de barillet, par G.-A. Berner

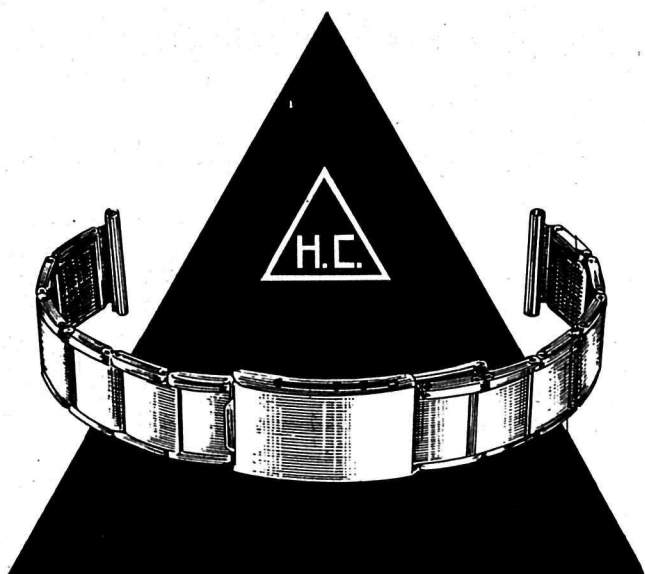
Peut-on améliorer encore sensiblement la précision des chronomètres ? par Ed. Guyot

Pertes par effet Joule dans les conducteurs de cuivre, par E. Neusel

Le coin du rhabilleur

Le « comptage des spiraux »

Etc., etc.



FABRIQUE DE BRACELETS
EXTENSIBLES

QUALITÉ TRÈS SOIGNÉE

HENRY & C^{IE}

1, rue de Rive

GENÈVE

Tél. 5 97 50

publicolor
328

BODEMER & AAB
LA CHAUX-DE-FONDS

*Soyez
Joailliers*

Pour nettoyer vos mouvements de montres
à la machine, utilisez nos solutions



BERGEON & C^{IE}
LE LOCLE (SUISSE)

DÉCOLLETAGES DE PRÉCISION

*La marque de confiance
Meilleures références*

FABRIQUE JÉRÔME KONRAD
ÉVILARD S/Bienne

Décolletages pour toutes industries jusqu'à 10 mm.

Quelques questions au sujet des nationalisations

(Suite et fin, voir F. H. S. nos 6 et 7, du 6 et 13 février 1947.)

III

Une question difficile aussi est celle de savoir comment il est possible de maintenir et même d'augmenter l'efficiencia des entreprises nationalisées. Chacun ou à peu près admet que le seul moyen pratique consiste à leur donner l'indépendance la plus complète que l'on puisse envisager d'une part et à les obliger à n'avoir recours qu'à des emprunts ordinaires auprès du public pour couvrir leurs besoins en capitaux d'autre part. Cela contraint des entreprises d'Etat à maintenir leur crédit, mais présuppose également que le régime n'est pas collectiviste. Il est indispensable de pouvoir montrer que la gestion de l'entreprise est économique et efficiente, si l'on tient à être à même d'emprunter à des conditions favorables, ou tout au moins conformes à la situation du marché de l'argent.

C'est une grave erreur de ne pas autoriser les entreprises nationales à contracter des emprunts. Elles doivent alors avoir recours aux finances publiques que l'on dilapide facilement. Les avances provisoires du trésor risquent bien aussi de devenir des mises à fonds perdu ! Il n'est pas recommandable non plus de prévoir une garantie des emprunts par l'Etat. La seule garantie que celui-ci puisse donner raisonnablement est que les souscripteurs ne seront en aucun cas évincés.

Un autre moyen d'assurer une gestion efficiente des entreprises nationalisées est d'exiger — comme cela se fait couramment pour les entreprises privées dans les pays anglo-saxons — l'établissement périodique d'une expertise de rendement. Cela a pour avantage d'obliger les « Public Corporations » à employer des méthodes commerciales soutenant la comparaison avec celles des meilleures entreprises privées.

La référence aux principes de l'économie privée est constante. Elle est particulièrement nécessaire lorsqu'il s'agit d'envisager les moyens propres à augmenter l'esprit d'initiative dont devront faire preuve les organes directeurs des entreprises d'Etat. C'est un point auquel une attention spéciale doit être consacrée, à cause de l'absence de compétition. Pour le personnel lui-même, le problème peut être résolu assez facilement par l'institution d'un plan d'avancement équivalent encore une fois à celui dont il bénéficierait dans une entreprise privée. C'est un des domaines où tout « fonctionnarisme » doit être exclu.

Ce qui peut favoriser l'esprit d'initiative est la décision stricte de faire toujours un peu ou beaucoup plus que ce que le public attend de l'entreprise. Pour cela, il faut sans cesse chercher à savoir ce qu'il pense et attend pour mettre les constatations faites en pratique et non les enterrer dans des dossiers. Il faut tenir compte des besoins locaux et à cette fin éparpiller l'administration, bien que la responsabilité de la détermination de la politique générale de l'industrie doive être concentrée entre quelques mains seulement.

Mais le facteur qui est appelé à avoir le plus d'influence à la fois sur la saine gestion de l'industrie et l'encouragement de l'esprit d'initiative est, c'est certain, le « calibre » des personnalités mises à la tête de l'affaire. En définitive, tout dépend d'elles. Elles donnent la note et elles la donnent juste ou faux !

La responsabilité des instances de désituation est énorme. Les postes de commande doivent être occupés par les personnes les plus compétentes qu'il est possible de trouver. Ce sont des postes de combat. L'appel à siéger dans les conseils de direction des industries nationalisées ne doit pas être le suprême honneur que l'on réserve aux personnalités décrépitees d'un régime ou d'un parti. Ce doit être la reconnaissance de la compétence toute particulière d'une personnalité de tout premier plan dans un domaine déterminé.

Une nationalisation n'est donc pas une petite affaire. Elle pose des problèmes sans nombre, tous plus délicats à résoudre les uns que les autres. Il est à souhaiter qu'au moment où des mesures de ce genre seront envisagées dans notre pays, elles seront étudiées sur des bases objectives, que l'on se souviendra que leur but est le plus grand bien-être de tous et que l'on mettra de côté toute idéologie de parti pour ne tenir compte que des réalités concrètes. La nationalisation peut être la solution de certaines difficultés, mais ce n'est pas une panacée universelle. Si on l'entreprend à la légère — en se fondant seulement sur des principes que personne n'a jamais réussi à prouver — elle risque de causer des embarras plus grands encore que ceux qu'elle devrait être sensée éliminer.

Bo.

(Certains renseignements contenus dans cet article sont tirés du « Times », du « Manchester Guardian » et de « l'Economist ».)

Terminages

Atelier bien organisé cherche relations avec maison sérieuse sortant séries régulières en petites pièces soignées, préférence avec réglages breguet. Offres sous chiffre F 20884 U, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Maison conventionnelle

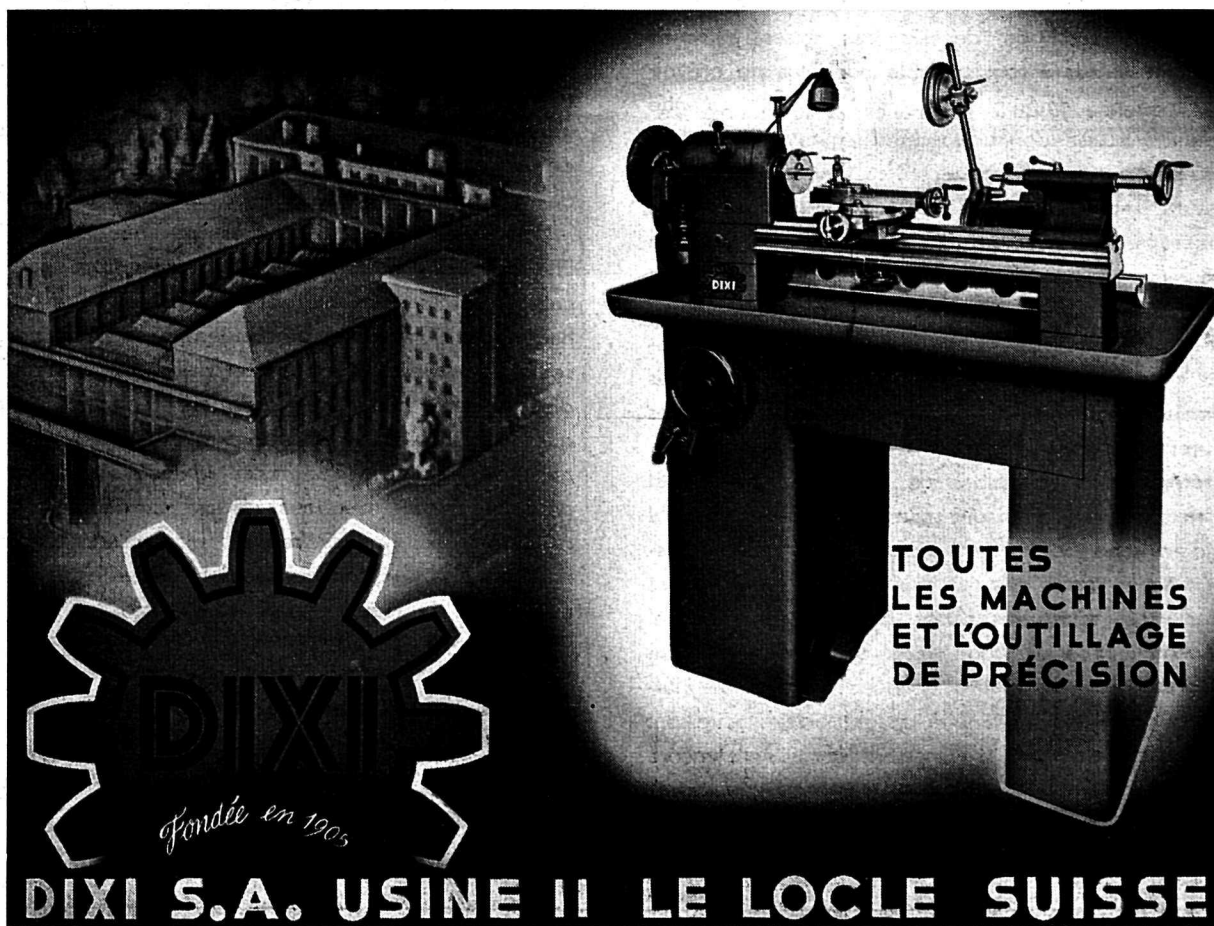
désire acheter montres or, plaqué or et métal commun, 5" à 12", livraison au plus vite. Faire offres détaillées sous chiffre T 20850 U, à Publicitas Bienne.

Cherchons

5 1/4" - 8 3/4" - 10 1/2" ancre 15 et 17 rubis, nickel chromé et plaqué, aussi étanches, paiement comptant. Offres sous chiffre N 4342 X, à Publicitas Genève.

On demande offres

pour montres 5 1/4" ancre 15 rubis, boîtes plaqué 10 microns. Paiement comptant. Adresser offres sous chiffre P 1772 N, à Publicitas Neuchâtel.



**TOUTES
LES MACHINES
ET L'OUTILLAGE
DE PRÉCISION**

DIXI S.A. USINE II LE LOCLE SUISSE

Sous le signe de la solidarité...

Le principe de la solidarité joue un rôle essentiel dans la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants telle qu'elle est sortie des délibérations des experts, du Conseil fédéral, puis des Chambres fédérales. Il n'est pas question ici d'émettre une opinion sur le bien-fondé de la mesure dans laquelle on entend le mettre en œuvre, mais uniquement d'examiner et de mettre en relief l'un de ses aspects : la solidarité entre assurés selon que leurs ressources sont plus ou moins grandes. C'est là, en effet, l'une des principales caractéristiques du système.

Comme on le sait, les cotisations sont fixées à 4 % du produit du travail. Certains allègements sont prévus pour les personnes dont les ressources sont très limitées. En revanche, aucune limite supérieure ne figure dans la loi. Ainsi donc, quelle que soit l'ampleur de l'élément de base du calcul, c'est une cotisation de 4 % qui est due, sans plafond.

Les rentes, au contraire, ne peuvent dépasser, par exemple, 1500 francs par an pour la rente de vieillesse simple et 2400 francs pour celle qui sera servie aux couples.

Prenons la première qui peut servir de base à l'examen du système puisque les autres se déterminent en pourcent de celle-ci. Jusqu'à 1500 francs, elle est progressive et calculée en ajoutant à une part fixe de 300 francs le sextuple de la fraction de la cotisation annuelle moyenne jusqu'à 150 francs et le double de la partie qui excède ce montant. L'assuré dont la cotisation annuelle est de 300 francs, ce qui correspond à un produit du travail de 7500 francs par an, pourra donc prétendre à une rente de 1500 francs. Mais il atteint le maximum. Celui dont les ressources sont plus élevées ne pourra exiger plus mais n'en devra pas moins acquitter davantage de cotisations. L'assuré qui devra s'exécuter en partant d'un chiffre de 30.000 francs par exemple, devra payer, au titre de cotisations à l'assurance-vieillesse et survivants, 1200 francs par an et ne touchera pas davantage que s'il avait versé 300 francs. C'est donc déjà, dans ce cas, 900 francs qu'il verse en application du principe de la solidarité.

A noter que le projet de la commission d'experts prévoyait d'en rester là et de limiter les cotisations à cent francs par mois. Mais la loi n'en fait rien. Le Conseil fédéral n'a pas trouvé indiqué d'y prescrire ce plafond. Il le dit dans son message aux Chambres tout en reconnaissant se rendre « parfaitement compte qu'il sera ainsi fait appel dans une très large mesure à la solidarité des assurés qui bénéficient de revenus élevés ».

Mais il y a plus, et sans aller au delà d'un chiffre de ressources annuelles de 7500 francs. En effet, le système imaginé pour le calcul des rentes, brièvement décrit ci-dessus, bien que comportant la progressivité, ne conduit nullement à la proportionnalité. En effet, les rentes n'augmentent pas, entre le minimum et le maximum, au même rythme que les cotisations. Les primes versées par les personnes des premiers échelons ne

suffiraient pas à leur procurer d'une compagnie privée les rentes qu'elles recevront de l'institution fédérale, tandis que celles qui jouissent de ressources plus grandes pourraient, en versant leurs cotisations à une telle compagnie, être mises au bénéfice de prestations plus élevées, compte tenu dans les deux cas de la participation des pouvoirs publics. La courbe qui marque l'augmentation des rentes lorsque les cotisations (les primes) s'élèvent part d'un point plus haut dans l'assurance fédérale que celle de l'assurance privée. Mais elles vont se rapprochant et bientôt se coupent. L'écart avant le point d'intersection correspond à une insuffisance actuarielle des primes, celui qui va s'agrandissant une fois ce point dépassé, à un excédent. Entre les deux s'opère une compensation sous le signe de la solidarité.

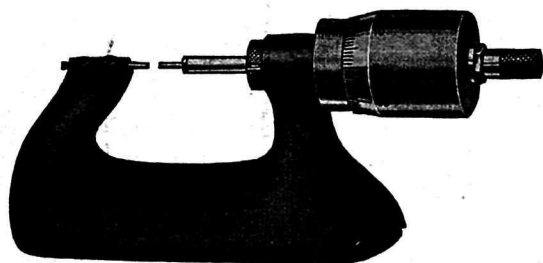
D'autre part, les prestations des pouvoirs publics, dont l'importance dans le financement de l'institution est loin d'être à dédaigner (160, puis 280, puis 350 millions par an), sont évidemment, elles aussi, un aspect de cette même solidarité, et non des moindres, car ce sont bien les impôts de toutes sortes, domaine où la progressivité ne pourrait guère se concevoir plus accentuée, qui contribuent pour une très large part à alimenter les caisses des cantons et de la Confédération. C'est dire que l'assuré qui contribue une première fois au financement des rentes des premiers échelons en acquittant ses cotisations, y participe une seconde fois en payant ses impôts.

Et cette seconde participation risque fort de prendre de l'ampleur avec les années. En effet, il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler la gymnastique comptable à laquelle il fallut se livrer pour parvenir à assurer, sur le papier, la couverture des prestations des pouvoirs publics et qui a eu pour effet, notamment, de priver l'institution à mettre sur pied de la réserve qui, quoiqu'on en dise, était nécessaire pour les années maigres où l'importance des primes prélevées sur le produit du travail national sera compromise. Mais ceci est tout un problème.

La loi entrerait en vigueur en pleine période de prospérité économique. Toutes les forces de travail du pays sont utilisées. Cet élément essentiel du point de vue de l'assurance-vieillesse et survivants est au zénith de tous les espoirs des actuaires. On pourrait dire, à cet égard, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles pour les premiers pas de l'institution. Mais les finances publiques, autre élément essentiel, sont, en revanche, dans un état alarmant. Il est superflu de rappeler les dettes de la Confédération, dont on ne parvient même pas, par ailleurs, à équilibrer le budget. Quant aux cantons, bien que dans une situation toute différente, ils n'en ont pas moins vu petit à petit disparaître, au profit de la Caisse fédérale, le plus clair de leurs espoirs en matière de ressources nouvelles.

Comment, dans ces conditions, couvrir les prestations des pouvoirs publics à l'assurance envisagée ? On a

Micromètres « TAVANNES »



Pour mesurage au $\frac{1}{100}$ ou au $\frac{1}{1000}$

Tous genres de micromètres pour
l'horlogerie et la petite mécanique

TAVANNES MACHINES C^o S. A.
TAVANNES

MISE EN GARDE

Nous portons à la connaissance des intéressés que nous poursuivrons avec toute la sévérité de la loi les maisons ou personnes qui, dans la fabrication ou la vente des montres, feront usage sur les cadrans, mouvements et écrins, de marques susceptibles d'être confondues tant au point de vue visuel que phonétique avec les marques que nous avons déposées dans le monde entier.

MONTRES ROLEX S. A., GENÈVE
AEGLER S. A., BIENNE

THALSON COMPANY

SAN FRANCISCO, U. S. A.

Cherche nouer relations d'affaires avec fabricants de montres qui désirent exporter leurs articles sur la Côte du Pacifique des Etats-Unis où marché est très profitable. Nos directeurs seront en Suisse au cours de quelques semaines et nous prions les intéressés de communiquer maintenant avec nos bureaux d'importation :

THALSON COMPANY
12 East 31 Street, New York 16, N. Y.

eu recours, pour y parvenir, à la gymnastique comptable brièvement rappelée plus haut. Les protestations n'ont pas manqué. Elles n'ont pas été dirigées contre le principe même de l'œuvre de prévoyance préconisée, pas plus que les critiques que certains de ses éléments avaient déjà suscitées. Mais c'est justement parce que l'idée maîtresse était d'apporter la sécurité sociale, qu'une partie de l'opinion s'est alarmée en apprenant de quelle façon on avait tourné la difficulté. Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'une traite est tirée sur l'avenir, non sans s'étonner que les avis officiels se soient d'abord si bien accordés à affirmer l'absolue nécessité de créer un fonds pour parer les insuffisances des cotisations des assurés lors des fléchissements de la courbe économique et que, quelques mois plus tard, selon une information non moins officielle, cette nécessité n'existe plus.

Mais peut-on vraiment éliminer toute incertitude de cette façon ? Ne doit-on pas, au contraire, se poser la question de savoir comment le problème, qui n'a été que reporté dans le temps, sera résolu le moment venu ? Sans doute sera-t-il fait, sous une forme ou sous une autre, un nouvel appel à l'esprit de solidarité.

Comme on le voit, on a fait de ce principe de solidarité le fondement même de l'assurance-vieillesse et survivants, puis on s'en est encore servi pour avaliser l'effet en blanc tiré sur l'avenir.

Peut-on se borner à apprécier le rôle qui lui est dévolu du seul point de vue idéologique ? N'est-il pas nécessaire de poursuivre le raisonnement et d'examiner encore, du point de vue de l'économie nationale cette fois, s'il sera possible de lui en demander autant, en particulier en période de dépression. cz.

Accord commercial avec la République argentine

Le Conseil fédéral a approuvé au cours de sa séance du 6 février un accord commercial conclu le 20 janvier 1947 avec la République argentine.

Par cet accord, les deux gouvernements confirment leur désir de resserrer les liens économiques qui les unissent et de développer notamment dans la mesure du possible l'échange de leurs produits. A cet effet, les parties contractantes devront s'accorder mutuellement les plus grandes facilités au point de vue des droits de douane, des autres redevances, des formalités relatives à l'importation, etc.

La République argentine s'est engagée à livrer à la Suisse pendant cinq ans certaines quantités annuelles déterminées de froment, de maïs, d'avoine, d'orge et de seigle ; à cet engagement correspondent des obligations contractées par la Suisse au sujet de l'achat de ces mêmes marchandises aux prix du marché mondial.

Dans la mesure où ses besoins internes seront couverts, la République argentine autorisera en outre pendant les années 1947 à 1951 l'exportation à destination de la Suisse d'assez fortes quantités de tourteaux oléagineux, d'huiles comestibles, d'huile de lin, de cuirs bovins non tannés et tannés, d'extraits de quebracho, ainsi que de farines de viande et de poisson. Dans la mesure où ses besoins internes seront couverts et où ses obligations envers d'autres pays seront remplies, la République argentine facilitera en plus l'exportation à destination de la Suisse de viande, beurre, suif, saindoux, millet, alpiste, farines fourragères de blé, son, repasse, crins et huile de ricin. Contrairement à ce qui a été convenu pour le froment, il n'existe pour ces derniers produits aucun engagement d'achat de la part de la Suisse.

De son côté, la Suisse devra accorder à la République argentine tous les allègements possibles, afin que ce pays soit en demeure d'acheter des produits suisses selon ses besoins pendant la durée de l'accord

de cinq ans et en particulier des machines industrielles de tous genres (à l'exclusion des machines spéciales pour la fabrication de montres), métiers à tisser et machines pour le tissage, moteurs, chaudières à vapeur, matériel d'électricité, de téléphone, de télégraphe et de radio, produits chimiques et pharmaceutiques.

En principe, on a prévu la parité entre le montant total des transferts argentins qui reviennent à la Suisse, et celui des transferts suisses qui reviennent à l'Argentine sous n'importe quelle rubrique du service des paiements suisse-argentin (livraison de marchandises, frais diplomatiques et consulaires, frais accessoires au trafic des marchandises, frais d'administration, droits de licences, assurances, réassurances, intérêts, services financiers, etc.). La Banque nationale suisse et la Banque centrale de la République argentine conviendront de la forme dans laquelle s'établiront périodiquement les soldes en faveur de l'un ou de l'autre pays. Au moment où l'accord prendra fin, les soldes qui existent à ce moment-là devront être liquidés par des livraisons de marchandises ou par la remise de francs suisses, de pesos argentins, de devises étrangères ou d'or.

Suivant un désir exprimé du côté argentin, les arrangements mentionnés ci-dessus ont été complétés par des clauses relatives au transport des marchandises sur des bateaux battant pavillons argentin et suisse, aux assurances de transport pour les marchandises à livrer aux termes de l'accord, au développement des communications aériennes, à l'augmentation de l'échange de films cinématographiques et à l'installation de succursales ou agences de banques officielles ou d'organismes de même nature.

L'accord devra être ratifié selon la forme usuelle ; il est toutefois entré déjà provisoirement en vigueur le jour où il a été signé (20 janvier 1947) et il a une durée de validité de cinq ans. Il est aussi applicable à la Principauté de Liechtenstein.

Représentant-voyageur

ayant longues années de pratique et clientèle horlogers-bijoutiers dans toute la Suisse, désire changer de maison. Possède abonnement C. F. F. Domicile Bâle. Fabriques importantes de la branche (éventuellement pour visiter fabriques d'horlogerie) appréciant collaborateur sérieux, sont priées d'écrire sous chiffre X 51070 Q, à Publicitas Bâle.

Bureau technique

Construction de calibres de montres simples et compliquées - Transformations - Expertises - Plans de fabrication - Prototypes - Longue expérience, références de premier ordre. P. L. Aubert, Numa Droz 89, La Chaux-de-Fonds. Téléphone 2 13 78.

Employé supérieur

(employée)

expérimenté dans la branche horlogère, pouvant correspondre seul en allemand, est demandé pour place stable, intéressante et bien rétribuée. Offres sous chiffre P 1822 N, à Publicitas Neuchâtel.

Mouvements

Américain faisant un très court séjour ici cherche mouvements A. S. 5", 5 1/2", 6-8", 8 3/4", 10 1/2". La raison sociale existe depuis 35 ans. Fabricants seulement sont priés de répondre. On s'intéresserait aussi à la reprise de représentation de montres et de mouvements. Ecrire sous chiffre P 10125 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Norvège

Importateur grossiste, désire entrer en relations avec fabricant de montres de qualité. Offres sous chiffre Kompensationshandel n° 111, à Gumaelius og Reklame Annoncenbüro, Oslo.

Représentation

Quelle fabrique d'horlogerie suisse désirerait avoir un représentant exclusif pour l'Iran? Ecrire sous chiffre A 63038 X, à Publicitas Genève.

Pierres industrielles

Grandissage et tournage de pierres industrielles seraient entrepris par fabrique organisée. Livraison rapide. Offres sous chiffre P 10114 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Termineur

avec atelier bien organisé désire entrer en relation avec maison sérieuse. Offres sous chiffre A 20794 U, à Publicitas Bienne.

Technicien-horloger

plusieurs années de pratique, ayant fonctionné comme chef technique dans fabrication moderne, grande expérience, organisateur, énergique et d'initiative, connaissance parfaite des procédés modernes de fabrication de la montre, pendules, appareils de haute précision et pièces détachées. Grande habitude du personnel,

cherche changement de situation

pour suite ou à convenir. Suivant parc de machines, commandes éventuelles d'appareils et pièces détachées à sortir. Ecrire sous chiffre P 25241 K, à Publicitas Saint-Imier.

Mouvements, montres finies et chronographes

sont demandés par maison conventionnelle. Paiement comptant en francs suisses. Faire offres détaillées sous chiffre S 15251 X, à Publicitas Genève.

Les accords conclus avec la République argentine représentent une heureuse contribution à l'amélioration de nos approvisionnements en denrées alimentaires. D'autre part, la République argentine s'est assurée par là même la coopération de la Suisse pour la réalisation de son plan quinquennal sous la forme de livraisons de machines importantes, etc. Quand bien même les relations économiques entre ces deux pays amis avaient atteint déjà précédemment un niveau élevé, on peut s'attendre à ce que ces relations soient encore sensiblement augmentées en vertu de l'accord qui vient d'être conclu et que cette augmentation soit à l'avantage de chacune des deux parties contractantes.

Ordonnances fédérales

Ordonnance No 27 El

**de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail
concernant l'emploi de l'énergie électrique**

**(Accentuation des restrictions imposées aux exploitations
industrielles et artisanales)**

(Du 4 février 1947)

L'Office de guerre pour l'industrie et le travail, vu l'ordonnance no 20 du Département fédéral de l'économie publique, du 23 septembre 1942, restreignant l'emploi des carburants et combustibles liquides et solides, ainsi que du gaz et de l'énergie électrique (emploi de l'énergie électrique), arrête :

Article premier. — Les articles 2 et 9 de l'ordonnance no 24 El, du 15 novembre 1946, sur l'emploi de l'énergie électrique (restrictions à la consommation des exploitations industrielles et artisanales) sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 2. Consommation admissible. — L'énergie que les exploitations industrielles et artisanales sont autorisées à consommer par périodes de trente jours, se déterminera comme il suit :

- a) exploitations dont la consommation de base dépasse 20 kW/h. par ouvrier et par jour ouvrable et 15.000 kW/h. par mois, 70 % de la consommation de base ;
- b) exploitations dont la consommation de base ne dépasse pas 20 kW/h. par ouvrier et par jour ouvrable, mais dépasse 15.000 kW/h. par mois, 80 % de la consommation de base ;
- c) les autres exploitations, 90 % de la consommation de base.

Les exploitations visées par les lettres a et b seront informées par leur fournisseur d'énergie, des restrictions qui leur sont imposées.

Art. 9. Dépassement de la consommation admissible. — Les exploitations doivent prendre leurs dispositions pour restreindre, du 1^{er} février au 2 mars 1947, leur consommation d'énergie dans les limites prescrites. Ces limites s'établissent : pour les exploitations

visées par la lettre a de l'art. 2, à $80/2 + 70/2 = 75$ % de la consommation de base ; pour les exploitations visées par la lettre b, à $90/2 + 80/2 = 85$ % de la consommation de base ; pour les exploitations visées par la lettre c, à 90 % de la consommation de base ; pour les trois catégories, sous déduction de la quantité d'énergie qu'elles ont employé du 2 décembre 1946 au 31 janvier 1947 en excédent de la consommation admissible.

Si une exploitation dépasse, du 1^{er} février au 2 mars 1947, la consommation à laquelle elle a droit, le fournisseur d'énergie doit mettre immédiatement hors circuit les principales installations consommatrices d'énergie, selon les instructions de la section et jusqu'à compensation intégrale du dépassement ; il signalera l'exploitation en faute à la section.

Art. 2. Entrée en vigueur et exécution. — La présente ordonnance entre en vigueur le 15 février 1947.

Un bâtiment historique

Le Palais DuPeyrou, dans les salons duquel s'est tenue du 5 au 8 février, la Conférence internationale au cours de laquelle a été signé l'arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle compromis par la guerre, est une seigneuriale demeure neuchâteloise dont la fière silhouette est bien connue des visiteurs.

C'est en 1771 qu'elle fut achevée. Son propriétaire, alors âgé de 41 ans, appartenait à une famille d'origine française, mais réfugiée en Hollande. Il était venu tout jeune à Neuchâtel, avec sa mère, et était devenu bourgeois de la ville où il menait une vie fastueuse. L'hôtel particulier qu'il se fit construire lui coûte un million de livres. Les plans en furent conçus par Erasme Ritter, de Berne, et l'on sait que Rousseau — que DuPeyrou admirait et auquel il avait offert un logement dans la demeure projetée — les avait vus et en avait approuvé l'ordonnance. Il n'y habita d'ailleurs jamais, mais il écrivit un jour à son admirateur : « Quoique absent, je m'intéresserai toujours à votre demeure, et mon cœur y habitera toujours ». La construction dura sept ans à peu près. Ses jardins s'étendaient jusqu'au lac, et, derrière l'habitation principale, des terrasses s'élevaient vers ce qui est, actuellement, l'avenue de la gare à Neuchâtel.

Après la mort de DuPeyrou, le Palais demeura fort longtemps inhabité, sauf en 1814 où, durant six mois, il servit d'hôpital aux troupes alliées. En 1816, un banquier neuchâtelois, M. Denis de Rougemont de Löwenberg, l'acheta pour la somme de 100.000 livres et, dès lors, le Palais DuPeyrou devint le Palais Rougemont. Il est aujourd'hui propriété de la ville de Neuchâtel qui a mis tous ses soins à lui conserver non seulement son caractère mais son ameublement.

Ajoutons que cette historique demeure est bien connue des représentants des associations horlogères qui y tiennent souvent leurs séances.

A vendre à Genève (en plein centre)

Important groupe d'immeubles

Locaux commerciaux disponibles de suite. Surface: 1500 m² environ.
S'adresser: Bernard Naef & C^{ie}, Corratierie 18, Genève.

Voyageur qualifié

très bien introduit auprès de la clientèle horlogère suisse cherche représentation générale pour la Suisse, d'une bonne fabrique d'horlogerie, montres de marque conventionnelle. Chiffre d'affaire est garanti. Offres sous chiffre P 10476 W, à Publicitas Winterthour.

Empierrages

Atelier bien organisé cherche empierrages pour tous calibres d'Ebauches S. A. Pierres de qualité. Longue expérience. Ecrire sous chiffre P 1556, à Publicitas Bienne.

Pierres fines

A vendre ou à louer au Tessin petit atelier de pierres fines avec outillage moderne. Offres sous chiffre 3347, à Publicitas Locarno.

Equateur

Maison d'importation, parfaitement organisée et honorablement connue, désire entrer en relations d'affaires avec des fabriques d'horlogerie de première qualité. Ecrire sous chiffre Z 4200 X, à Publicitas Genève.

Chef d'ébauche

expérimenté, connaissant à fond l'ébauche simple et les chronographes, ayant l'habitude de diriger nombreux personnel cherche place stable dans bonne fabrique. Ecrire sous chiffre P 1471 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Fabrication d'horlogerie

On cherche à reprendre fabrication d'horlogerie conventionnelle, paiement comptant, discrétion assurée. Ecrire sous chiffre R 23930 X, à Publicitas Genève.

Terminages

10 1/2^{'''} sont à sortir très régulièrement. Adresser offres sous Case postale 10611, La Chaux-de-Fonds.



Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

BRESIL. — Marques internationales

D'après un nouvel arrêté du gouvernement brésilien, il est encore possible de demander **jusqu'au 3 avril 1947** le renouvellement des marques dont le délai de protection expirait pendant la période comprise entre le 8 avril 1942 et le 31 décembre 1946. Le délai de protection étant de 20 ans, il s'agit donc des marques internationales enregistrées entre le 8 avril 1922 et le 31 décembre 1926.

APPEL AUX CREANCIERS

Les créanciers de :

Isa Machines, La Chaux-de-Fonds (en faillite)
R. Wenker & Co., Wangen a/d/A. (faillite)

sont priés de nous envoyer leur relevé de compte en triple pour que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

PRECAUTION

On est prié de se renseigner avant de traiter avec :
DROJF JY VRGRNKEJQQ YRXMJF.

Registre du commerce

8/1/47. — Schwob Frères et Cie S.A., à La Chaux-de-Fonds, société anonyme. Claude-Théodore Schwob, de et à La Chaux-de-Fonds, a été nommé fondé de procuration ; il engagera dorénavant la société par sa signature individuelle.

30/1/47. — Ernest Schlenker, Felicitas Watch Factory, à Neuchâtel, fabrication et commerce d'horlogerie. La raison est radiée par suite de transfert des actifs et passifs à la société en commandite « Schlenker et Co., Compagnie des montres Felicitas » (Schlenker et Co., Felicitas Watch Co.), à Neuchâtel.

30/1/47. — Schlenker et Co., Compagnie des montres Felicitas (Schlenker et Co., Felicitas Watch Co.), à Neuchâtel. Sous cette raison sociale, il a été constitué une société en commandite qui a commencé le 1er octobre 1946. Elle a pour seul associé indéfiniment responsable Ernest Schlenker, de La Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, et pour associée commanditaire Edith-Mathilde Schlenker, née Châtelain, de La Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, avec une commandite de 10.000 francs. La société reprend l'actif et le passif de l'ancienne raison individuelle « Ernest Schlenker, Felicitas Watch Factory », à Neuchâtel, qui est radiée. Achat, vente et exportations d'horlogerie.

Qui vendrait

**Fabrique d'horlogerie
conventionnelle**

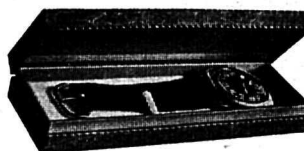
Offres avec indications concernant le nombre d'ouvriers, contingent-ébauches, contingent-dollar, etc., sont demandées sous chiffre B 20936 U, à Publicitas Bienne.



Papiers de soie brun

Papiers de soie exempts de chlore et acide
Papiers de soie d'emballage « Papyrus »

P. Gimmi & Co «PAPYRUS»
SAINT-GALL



*Étuis soignés pour
montres soignées*

Demandez notre riche
collection d'étuis
classiques et fantaisie

J. Langenbach s.a.

Spécialistes du cartonnage chic

Lenzburg
(Argovie)

Nous sommes acheteurs de

MOUVEMENTS

ANCRE 15 ET 17 RUBIS

en qualité soignée dans le calibre
11^{'''} bis petite seconde et grande
seconde. - Faire offres sous chiffre
W 20726 U, à Publicitas Bienne.

Manufacture d'horlogerie de Genève

engagerait de suite ou époque à convenir

technicien

au courant de la fabrication et de calibres
pendulettes réveils. Place stable et intéres-
sante pour personne capable et énergique.
Faire offres sous chiffre A 4408 X, à Publicitas
Genève.

Maison d'importation du Brésil

demande représentation d'une bonne maison
d'horlogerie suisse. Achats fermes sur lettres
de crédit. Grosses possibilités. Faire offres
sous chiffre P 5000 N, à Publicitas Neuchâtel.

Fabricant conventionnel

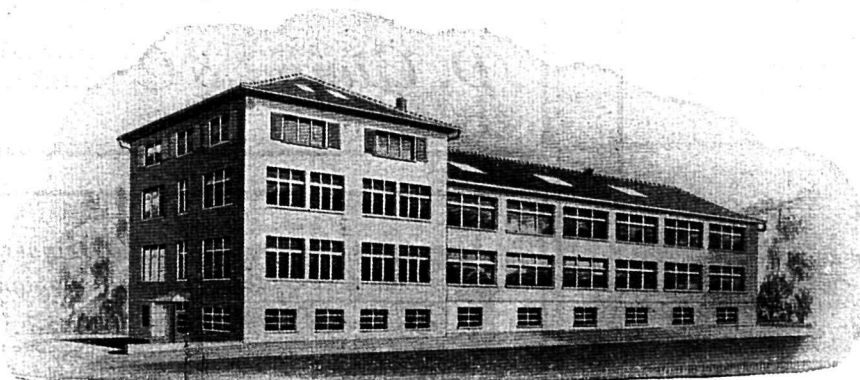
ayant nombreux personnel et pouvant livrer
régulièrement cherche

terminages

pour petites pièces soignées. Faire offres sous
chiffre Y 20921 U, à Publicitas Genève.

Importante fabrique d'horlogerie

cherche industriel qualifié, correct en affaires,
qui s'intéresserait à l'augmentation de son
capital social. Faire offres sous chiffre
Pu 26005 L, à Publicitas Lausanne.



- DÉCOLLETAGES
- PIVOTAGES
- TAILLAGES

Fabrique de fournitures d'horlogerie

DEGEN & CO
NIEDERDORF (Bâle) Téléphone 7 00 30

Maison américaine d'ancienne et excellente renommée

avec organisation en Suisse, désire entrer en contact avec fabricants suisses pour créer un courant d'affaires régulières et saines. Seront toujours demandés : mouvements ancre 7 et 17 rubis, grandeurs 5 à 16", montres automatiques, chronographes, qualité bon courant. Pour renseignements plus précis veuillez écrire sous chiffre M 4440 X, à Publicitas Genève.

Importateur

(grossiste) désire établir relations commerciales avec une fabrique d'horlogerie sérieuse, mouvements et montres, prix base-tarif. J. Michel, 359, St. Jacques 0, Montreal, Canada.

On demande à reprendre

concession

de fabrication ou chassage de pierres fines. — Faire offres sous chiffre P 1557 P, à Publicitas Porrentruy.

Mouvements, montres finies et chronographes

sont demandés par maison conventionnelle. Faire offres détaillées sous chiffre G 20879 U, à Publicitas Bienne.

MISE EN GARDE

La Maison Les Fils de Paul Schwarz - Etienne, fabrique d'horlogerie, à La Chaux-de-Fonds, seule propriétaire des marques

ALPHA et ALFA

avise tous les fabricants d'horlogerie que ces deux marques sont protégées par les enregistrements suivants :

ALPHA Suisse No 87 167 International No 101 577
ALFA Suisse No 91 241 International No 120 825

Tout emploi abusif sera poursuivi juridiquement.
La Chaux-de-Fonds, le 11 février 1947.

Maison conventionnelle cherche

Termineur de chronographes

Faire offres sous chiffre C 10232 Gr,
à Publicitas Grenchen.

IMPRIMEURS : HAEFELI & Co, LA CHAUX-DE-FONDS

PROTEXO

BRACELETS POUR MONTRE, EN VÉRITABLE PROTEX (PLASTIQUE)

TECHNIQUE HORLOGÈRE REYMOND
CASE RIVE 97 - GENÈVE

● VAUT PLUS ET... COÛTE MOINS

Pierres fines en tous genres
Diamètres précis
Spécialité de pierres à emboutir

Louis Germond & Fils

Lucens (Vaud) Tél. 9 91 38

Exportation

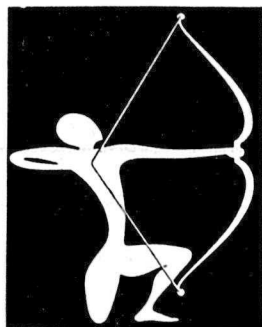
Chs Grosclaude

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 13 bis Tél. 2 38 47

Livre rapidement :

Barrettes à ressort, attaches,
coulants, bracelets fantaisie
plaqué

EXPORTATION



FAGERSTA

Acier suédois

COURVOISIER & Co
BIENNE

Suis acheteur de

mouvements et montres

tous genres pour l'exportation
(paiement comptant)

Arnex Watch

SAINT-AUBIN (Neuchâtel)
« La Gaité » Téléphone 6 73 02

Donnez de la lumière

dans vos ateliers en supprimant les transmissions. Equipez
vos machines avec commandes directes par moteurs.

Charles Jaggi

BIENNE 83, rue Centrale ATELIER MÉCANIQUE
Téléphones (032) 226 14 et 226 15

BOITES A FOURNITURES
DESSUS VERRE

*Calottes
aluminium*
TOUTES FORMES



U^{ve} GÉDÉON ROSSEL
TRAMELAN Suisse Tél. 9.32.05

Calottes deux pièces
Plaqué or galvanique

Ø 28,5 à 36 mm.

2607

2730

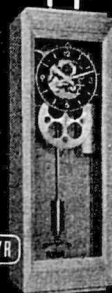
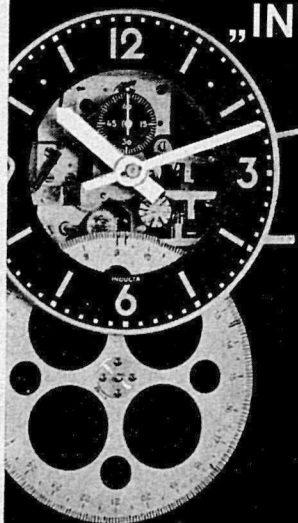
2762

2764

Les
BOITES DE MONTRES
BOUVIER

...s'imposent !

„INDUCTA“ INSTALLATIONS D'HORLOGES ET DE SIGNALISATION ELECTRIQUES



Commande par INDUCTEUR
ou par courant auxiliaire

Précision
LANDIS & GYR

Vente pour la Suisse

J.F. Pfeiffer

Löwenstr. 61, Zürich
Tel. 25 16 80

In-2335

MONTAGE ÉTANCHE

TOUS JOINTS ÉTANCHES
PLASTIQUES
MÉTALLIQUES

GLACE - COURONNE
POUSOIR - TUBE
ÉTANCHES



TERMINAISON DE LA
BOÎTE DE MONTRE

TOUS LES GENRES DE
VERRES DE MONTRES

POLISSAGE - SATINAGE
LAPIDAGE - GLACE